



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 14/12/2024

Reçu en préfecture le 14/12/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241210-2024\_58-DE



# CONVENTION

## CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCES A LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE SES SERVICES ASSOCIES

### Entre les soussignés

*Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais (CdG62),*  
Représenté par son Président, Joël DUQUENOY, dont le siège est situé Allée du Château  
62702 Bruay-La-Buissière, en application de l'article 28 du décret n° 85-643 du 26 juin  
1985 d'une part,

ci-après dénommé le CdG62

et

*La Commune de [ville] / l'Établissement Public de Coopération Intercommunale [EPCI],*  
Représenté(e) par son maire, [Nom-Prénom] / Président [Nom-Prénom], dont la mairie  
/ le siège est situé [adresse],  
Agissant au compte de la délibération en date du [date],

ci-après dénommé(e) la collectivité,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le Code de la Commande Publique, et notamment l'article L.2511-1 relatif au quasi  
régie ;

**Vu** le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués  
par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à  
la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n°2023/21 du 30  
mai 2023 ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration du CdG62 en date du 10 décembre  
2024 ;

### Considérant

Que selon l'article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique qui précise  
« En sus des missions mentionnées aux sous-sections 1 et 2, les centres de gestion

peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire ainsi que les missions suivantes :

- 1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines ;
- 2° Conseils juridiques ;
- 3° Archivage et numérisation. »

Que selon l'article L452-30 du Code Général de la Fonction Publique « Les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice de missions complémentaires à caractère facultatif mentionnées à la sous-section 5 de la section 2, sur la demande des collectivités ou établissements, affiliés ou non, sont financées :  
1° Soit dans des conditions fixées par convention ;  
2° Soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire mentionnée à l'article L. 452-25, pour les seuls collectivités ou établissements affiliés.  
La cotisation additionnelle est assise, liquidée et versée selon les mêmes règles et les mêmes modalités que la cotisation obligatoire. Son taux est fixé par délibération du conseil d'administration ».

## **Préambule**

En application des dispositions de l'article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique, le Cdg62 a développé une offre d'accompagnement des collectivités dans le domaine de la commande publique qui porte sur deux champs principaux :

- Le conseil et l'assistance juridique ;
- La dématérialisation de la commande publique.

Dans ce cadre le Cdg62 met à la disposition des collectivités et établissements, une plateforme de dématérialisation de la commande publique répondant à la définition de profil d'acheteur.

Cette offre s'inscrit plus généralement dans la logique d'accompagnement que le Cdg62 a développé dans le domaine de la dématérialisation des procédures.

## **Il est convenu ce qui suit**

### **Article 1 – Objet**

La présente convention définit les modalités d'accès à la plateforme de dématérialisation de la commande publique et de ses services associés

### **Article 2 – Présentation de la plateforme de dématérialisation de la commande publique et d ses services associés**

- *Architecture technique*

La plateforme de dématérialisation de la commande publique répond à la définition du profil d'acheteur au sens des articles R. 2132-3, R. 2332-5 et R. 3122-10 du code de la commande publique qui disposent que « le profil d'acheteur est la plateforme de dématérialisation permettant notamment aux acheteurs et autorités concédantes de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique et de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires ».

- *Les services associés*

Les services associés à l'utilisation de la plateforme portent notamment sur :

- Une assistance juridique de premier niveau sur la conformité et l'adéquation

- du Règlement de Consultation avec la plateforme.
- Une assistance technique dite de premier niveau intervention par téléassistance liée aux conditions de méconnaissance du logiciel ou du matériel. Elle comprend également la création et la configuration des comptes pour les utilisateurs.

### Article 3 – Assurance

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la conservation des archives placées sous sa responsabilité par l'Autorité juridique.

### Article 4 – Mode de contribution au service

La collectivité verse sa contribution forfaitaire annuelle pour un volume de consultations créées.

La grille définissant les seuils pour la contribution forfaitaire annuelle est annexée à la présente convention.

La contribution est appelée en début d'exercice comptable et sera calculée au prorata temporis pour une année incomplète.

Le recouvrement de la contribution annuelle sera versé au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais. Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera payé à :

Service de Gestion Comptable de Bruay la Buissière – SGC -  
40 rue Augustin Caron  
62700 Bruay-la-Buissière

### Article 5 – Durée et dénonciation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans puis renouvelée par tacite reconduction jusqu'à dénonciation de l'une des parties. Elle pourra faire l'objet d'avenants.

Une dénonciation de la présente convention pourra être engagée par l'une ou l'autre partie :

#### du fait de la collectivité :

La collectivité annoncera sa décision de retrait d'adhésion par courrier recommandé avec accusé de réception au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et à la direction des Archives départementales du Pas-de-Calais. La décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de 2 mois à compter de sa notification.

#### du fait du Cdq62 :

L'Autorité juridique sera informée par courrier recommandé avec accusé de réception. La résiliation ne pourra prendre effet qu'à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la date de notification de ladite lettre. Les documents seront alors mis à la disposition de l'Autorité juridique.

Cette dénonciation peut intervenir sans condition délais dans les

hypothèses suivantes en cas de défaut de paiement  
des contributions mises à sa charge ;

Envoyé en préfecture le 14/12/2024

Reçu en préfecture le 14/12/2024 à 17h05

Publié le

ID : 062-286200027-20241210-2024\_58-DE

Article 6 - Litiges

Toute contestation née de l'exécution de la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement à l'amiable entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais et la collectivité / l'Établissement public.

A défaut d'accord à l'amiable, le litige sera porté devant le

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffrey Saint-Hilaire  
59000 Lille.

Article 7 – Annexe

Cette présente convention présente une annexe :

- La grille des contributions

À Bruay la Buissière, le .....

|                          |  |
|--------------------------|--|
| Le Maire / le Président, | Le Président du Centre de gestion de la<br>Fonction Publique Territoriale du<br>Pas-de-Calais, |
|--------------------------|--|

Annexe 1

Grille des contributions

| Tranches  | Communes et établissements de moins de 350 agents |              | Communes et établissements de plus de 350 agents |              |
|-----------|---|--------------|--|--------------|
|           | Consultations à l'année                           | Tarification | Consultations à l'année                          | Tarification |
| Tranche 1 | Moins de 50                                       | Gratuit      | Moins de 50                                      | 250 €        |
| Tranche 2 | De 50 à 150                                       | Gratuit      | De 50 à 150                                      | 500 €        |
| Tranche 3 | De 150 à 250                                      | Gratuit      | De 150 à 250                                     | 1000 €       |
| Tranche 4 | De 250 à 350                                      | Gratuit      | De 250 à 350                                     | 2000 €       |
| Tranche 5 | Plus de 350                                       | Gratuit      | Plus de 350                                      | 4000 €       |